

**Commission d'enquête  
sur le programme de  
commandites et les  
activités publicitaires**



**Commission of Inquiry  
into the Sponsorship  
Program and  
Advertising Activities**

**Audience au sujet des  
demandes de participation**

**Hearing on  
Applications for Standing**

**Commissaire**

L'honorable juge /  
The Honourable Justice  
John H. Gomery

**Commissioner**

**Tenue à:**

Centre des conférences du gouvernement  
Salle principale  
2, rue Rideau,  
Ottawa (Ontario)

**Held at:**

Government Conference Centre  
Main Hall  
2 Rideau Street  
Ottawa, Ontario

le lundi 21 juin 2004

Monday, June 21, 2004

révisée / revised

**Appearances / Comparutions**

Ms Sheila-Marie Cook	Executive Director and Secretary of the Commission / Directrice exécutive et secrétaire de la Commission
M <sup>e</sup> Bernard Roy Mr. Neil Finkelstein	Commission Counsel / Procureurs de la Commission
M <sup>e</sup> Guy Cournoyer	Associate Commission Counsel / Procureur associé de la Commission
M <sup>e</sup> Serge Roy	Registrar and Court Clerk / Registraire et greffier
Mr. Gregory Bordan Ms Charlotte Kanya-Forstner Ms Sophie Nunnelley M <sup>e</sup> Simon Richard M <sup>e</sup> Véronique Robert-Blanchard	Counsel / Procureurs
M <sup>e</sup> Sylvain Lussier M <sup>e</sup> François Couture M <sup>e</sup> Simon Ruel	Procureur général du Canada
M <sup>e</sup> Tommy Tremblay	B.C.P. Ltée
Mr. John Terry Mr. Phillip Dempsey Ms Bonnie Boretsky	Canada Post
Mr. John Champion Ms Carole Mackaay	VIA Rail
Mr. David Scott	The Right Honourable Jean Chrétien

**Appearances / Comparutions**

Ms Katherine Huot

Charles Guité

M<sup>e</sup> Jean-Claude Hébert

Jean Lafleur

M<sup>e</sup> Guy Pratte

Jean Pelletier

Mr. George Hunter

Ranald Quail

Mr. Richard Dearden

Auditor General of Canada

**Table of Contents / Table des matières**

	<b>Page</b>
Demande par M <sup>e</sup> Sylvain Lussier au nom du Procureur général du Canada	7
Demande par M <sup>e</sup> Tommy Tremblay au nom de B.C.P. Ltée	12
Application by Mr. John Terry on behalf of Canada Post	16
Application by Mr. John Campion on behalf of VIA Rail	20
Application by Mr. David Scott on behalf of the Right Honourable Jean Chrétien	27
Demande par M <sup>e</sup> Pierre Fournier au nom de l'Honorable Alfonso Gagliano	31
Application by Ms Katherine Huot on behalf of Charles Guité	34
Demande par M <sup>e</sup> Jean-Claude Hébert au nom de Jean Lafleur	35
Demande par M <sup>e</sup> Guy Pratte au nom de Jean Pelletier	38
Application by Mr. George Hunter on behalf of Ranald Quail	49
Application by Mr. Richard Dearden on behalf of The Auditor General of Canada	53

1 Ottawa (Ontario) / Ottawa, Ontario

2 --- L'audience débute le lundi 21 juin 2004

3 à 10 h 00 / Upon commencing on Monday,

4 June 21, 2004 at 10:00 a.m.

5 LE COMMISSAIRE : Bonjour, mesdames  
6 et messieurs.

7 Good morning, ladies and  
8 gentlemen.

9 C'est notre première séance.

10 Alors c'est un plaisir pour moi de voir tant de  
11 visages que je reconnais et tant de visages que je  
12 vais reconnaître bientôt.

13 Thank you. It is a pleasure to be  
14 here.

15 Before we begin with the  
16 applications for standing, I would like to invite  
17 M<sup>e</sup> Guy Cournoyer, who is one of the counsels for  
18 the Commission, to say a few words about our rules  
19 of practice and procedure.

20 M<sup>e</sup> Cournoyer.

21 M<sup>e</sup> COURNOYER : Bonjour Monsieur le  
22 Commissaire.

23 Mes collègues ont reçu une  
24 dernière version de nos règles de procédure, une  
25 version finale.

1 Les règles ont été modifiées  
2 depuis la première version qui a été présentée  
3 suite aux représentations, notamment, du Procureur  
4 général du Canada.

5 Je veux prendre deux minutes pour  
6 indiquer à mes collègues les changements qui ont  
7 été apportés.

8 Il y a un premier changement, qui  
9 n'est pas substantiel, à la règle 1(e).  
10 Dorénavant, les règles, tant dans la version  
11 anglaise que française, utilisent le terme  
12 « partie » plutôt que le terme « participant ».

13 Le tout a été changé suite à des  
14 représentations du Conseil privé afin d'utiliser  
15 une terminologie identique à celle utilisée dans  
16 les lignes directrices sur le financement qui  
17 seront émises par le Conseil du Trésor.

18 Le terme « partie » se retrouve  
19 dans les versions anglaise et française.

20 Par ailleurs, la notion  
21 d'intervenant a été précisée en fonction des  
22 usages et d'un terme connu dans les commissions  
23 d'enquête. La notion d'intervenant est plus  
24 spécifiquement définie, maintenant, comme étant  
25 une partie qui n'est pas directement et réellement

1 touchée mais qui représente des intérêts ou points  
2 de vue clairement identifiables et qui sont  
3 essentiels pour le mandat du Commissaire.

4 La deuxième partie de ce critère  
5 existait déjà dans les règles à 2(b).

6 La première partie est la  
7 définition classique du terme « intervenant » dans  
8 ce qu'on pourrait appeler la jurisprudence des  
9 commissions d'enquête.

10 Par ailleurs, suite aux  
11 représentations de M<sup>e</sup> Sylvain Lussier, du  
12 Procureur général du Canada, nous avons précisé, à  
13 l'article 17, qu'il est possible d'obtenir une  
14 ordonnance de huis clos ou une ordonnance  
15 interdisant la divulgation, la publication et la  
16 communication de tout témoignage.

17 L'article 18 des règles prévoyait  
18 initialement que la Commission pouvait, de façon  
19 discrétionnaire, le faire.

20 L'article 17 ne prévoyait pas qu'à  
21 l'initiative d'une partie, une ordonnance  
22 d'interdiction de publication pouvait être  
23 obtenue.

24 L'article 40 a été modifié pour  
25 prévoir que, « unless otherwise ordered », ou, en

1 français, « sauf décision contraire », les « will  
2 say » ne peuvent être utilisés pour le  
3 contre-interrogatoire ou être versés au dossier de  
4 l'audience.

5 La modification a pour but de  
6 souligner que les « will say » ne peuvent être  
7 utilisés pour contre-interroger ou être versés au  
8 dossier de l'audience, et que seule une décision  
9 de votre part, Monsieur le Commissaire, peut en  
10 permettre une utilisation différente.

11 Donc, la modification vise à  
12 renforcer la confidentialité entourant les « will  
13 say », les dépositions prévues.

14 Le calendrier de la journée,  
15 Monsieur le Commissaire, nous amène à entendre les  
16 représentations de six demandeurs durant  
17 l'avant-midi: le Procureur général du Canada,  
18 B.C.P. Ltée, Postes Canada, VIA Rail, l'Honorable  
19 Jean Chrétien et l'Honorable Alphonso Gagliano.

20 Dans le cas de M. Gagliano, pour  
21 des raisons qui sont évidentes pour tout le monde,  
22 Monsieur le Commissaire, j'ai pris sur moi  
23 d'accorder à M<sup>e</sup> Fournier une dispense de ne pas  
24 faire sa présentation ici, mais plutôt de sa  
25 table.

1 LE COMMISSAIRE : Ses aventures  
2 d'équitation le rendent moins souple  
3 qu'auparavant, voilà.

4 M<sup>e</sup> COURNOYER : Cet après-midi,  
5 nous entendrons les représentations de M. Charles  
6 Guité, Jean Lafleur, Jean Pelletier, Ronald Quail  
7 et la vérificatrice générale.

8 Demain, nous entendrons les  
9 représentations de la Banque de développement du  
10 Canada, du « Public Service Integrity Officer »,  
11 du Parti conservateur du Canada et du Bloc  
12 québécois.

13 Après la présentation de tous les  
14 demandeurs, et suite à l'expédition à mes  
15 collègues d'un cahier d'autorités sur la  
16 jurisprudence en matière de qualité pour agir dans  
17 le cadre d'une commission d'enquête, au nom des  
18 procureurs de la Commission, je vous ferai une  
19 revue des critères et des questions que vous aurez  
20 à déterminer dans votre décision qui sera rendue  
21 le 5 juillet.

22 Les avocats de la Commission n'ont  
23 pas l'intention de prendre position sur aucune des  
24 demandes, mais veulent vous fournir leur aide dans  
25 l'identification des questions et des critères qui

1 ont été énoncés dans les décisions antérieures.

2 Il a été aussi porté à la  
3 connaissance de mes collègues que, après nos  
4 représentations, si certains d'entre eux -- bien  
5 que selon mes conversations avec mes collègues ils  
6 ne seront pas nombreux -- souhaitent faire des  
7 représentations sur les demandes faites par l'une  
8 ou l'autre des 15 personnes ou organismes qui ont  
9 présenté une demande pour être reconnus comme  
10 parties intéressées, ils auront le loisir de le  
11 faire dans un court exposé de cinq minutes.

12 Le cas échéant, un droit de  
13 réplique au demandeur ou au requérant visé pourra  
14 être accordé, si vous le jugez nécessaire.

15 LE COMMISSAIRE : Merci.

16 M<sup>e</sup> COURNOYER : Alors,  
17 j'inviterais, dans un premier temps, le procureur  
18 du Procureur général du Canada.

19 LE COMMISSAIRE : Merci.

20 Bonjour, M<sup>e</sup> Lussier.

21 M<sup>e</sup> LUSSIER : Monsieur le juge  
22 Gomery, comment allez-vous ?

23 LE COMMISSAIRE : Est-ce que je  
24 peux vous demander, et ça va s'appliquer aux  
25 autres, à tour de rôle, de vous identifier?

1                   Je vous connais, évidemment. Mais,  
2           pour le bénéfice de tout le monde dans la salle et  
3           pour les médias, pouvez-vous vous identifier, et  
4           aussi, pouvez-vous identifier les autres membres  
5           de votre équipe s'il y en a?

6                   Merci.

7           PRÉSENTATION

8                   M<sup>e</sup> LUSSIER : C'est ce que j'avais  
9           l'intention de faire, Monsieur le Commissaire.

10                   Alors, Sylvain Lussier pour  
11           Desjardins Ducharme Stein Monast. Je représente le  
12           Procureur général du Canada.

13                   Je suis accompagné de mon associé  
14           M<sup>e</sup> François Couture. Aujourd'hui, je suis  
15           accompagné de M<sup>e</sup> Simon Ruel du Ministère de la  
16           justice du Canada.

17                   Monsieur le Commissaire, le  
18           Procureur général du Canada demande aujourd'hui le  
19           statut de partie devant la Commission.

20                   Je dirais, au premier chef, que le  
21           Procureur général du Canada est devant vous pour  
22           vous assister, pour vous aider à l'accomplissement  
23           de votre mandat.

24                   Le gouvernement du Canada a créé  
25           cette commission et a, évidemment, tout intérêt à

1 la voir remplir son mandat et, comme vous l'avez  
2 vous-même souligné, aller au fond des choses.

3 Évidemment, le Procureur général  
4 du Canada a, en vertu des articles 2, 4 et 5 de la  
5 *Loi sur le Ministère de la justice*, un certain  
6 nombre de fonctions qu'il entend mener devant  
7 vous, si vous lui accordez le statut de partie.

8 Le Procureur général est le  
9 conseiller juridique officiel du gouvernement et  
10 le juriste consulte du Conseil privé. Il veille au  
11 respect de la Loi dans l'administration des  
12 affaires publiques et exerce son autorité sur tout  
13 ce qui touche à l'administration de la justice au  
14 Canada.

15 Le Procureur général représente,  
16 devant les tribunaux judiciaires et devant les  
17 commissions d'enquête, les divers ministères du  
18 gouvernement du Canada sur toute question  
19 juridique les concernant et veille à leurs  
20 intérêts dans le contexte de toute procédure  
21 juridique.

22 Le Procureur général, évidemment,  
23 représente les témoins très nombreux du  
24 gouvernement qui seront appelés à témoigner devant  
25 vous.

1                   Le Procureur général a également  
2                   été très actif dans la préparation de certaines  
3                   présentations, de certains témoins, pour aider aux  
4                   travaux de la Commission.

5                   Évidemment, le Procureur général  
6                   est également l'interface de la Commission pour  
7                   l'obtention d'une très volumineuse documentation  
8                   dont la Commission a besoin pour mener à bien ses  
9                   travaux et entend continuer à mener activement son  
10                  rôle à cet égard, Monsieur le Commissaire.

11                  Évidemment, le Procureur général,  
12                  au nom du gouvernement du Canada, a une  
13                  connaissance particulière, an expertise to offer  
14                  to this Commission and into government's working.

15                  Donc, pour toutes ces raisons, le  
16                  Procureur général vous demande de lui accorder un  
17                  statut de partie et, comme base de sa demande,  
18                  quoi de plus pertinent que de vous citer la  
19                  décision de M. le juge O'Connor, commissaire dans  
20                  l'affaire Arar, qui écrivait à la page 15 de sa  
21                  décision:

22                                   "The Attorney General of  
23                                   Canada has applied for  
24                                   standing in the factual  
25                                   inquiry.

1 The Minister of Justice is *ex*  
2 *officio* Attorney General for  
3 Canada. Under the *Federal*  
4 *Department of Justice Act* he  
5 is responsible for, among  
6 other things, ensuring that  
7 the administration of public  
8 affairs is in accordance with  
9 law and for the  
10 superintendence of all matter  
11 connected with the  
12 administration of justice in  
13 Canada not within the  
14 jurisdiction of the  
15 government of the provinces.  
16 He is also responsible for  
17 advising the heads of  
18 Departments of Government on  
19 all matters of law connected  
20 with such Departments and for  
21 the regulation and conduct of  
22 all litigation for and  
23 against the Crown or any  
24 Department.  
25 Under the Rules of Procedure

1 of the inquiry in the Arar  
2 matter, the Attorney General  
3 has the responsibility of  
4 indicating which documents or  
5 portions thereof, which  
6 aspects of proposed evidence,  
7 are subject to a claim of  
8 national security  
9 confidentiality." (as read)

10 And it is our role, Mr. Justice  
11 Gomery, in this inquiry, to raise before you any  
12 privileged matters, whether they be evident  
13 confidences or solicitor-client privilege, in  
14 order that you may rule upon.

15 Mr. Justice O'Connor continues:

16 "The Crown servants with  
17 knowledge of a relevant fact  
18 in advance may be entitled to  
19 be represented by the  
20 Attorney General of Canada.  
21 The Attorney General of  
22 Canada acts as the Crown's  
23 legal advisor with respect to  
24 positions to be advanced  
25 before this inquiry and also

1 with respect to the  
2 Government's response to my  
3 report.

4 The Attorney General of  
5 Canada has a substantial and  
6 direct interest in the  
7 factual inquiry." (as read)

8 And he grants the Attorney General  
9 of Canada full standing at the factual inquiry.

10 And we humbly request, Mr. Justice  
11 Gomery that the same be granted before you.

12 Thank you very much.

13 M<sup>e</sup> COURNOYER : Alors, la prochaine  
14 présentation, la prochaine demande, est celle de  
15 B.C.P., Monsieur le Commissaire.

16 M<sup>e</sup> TREMBLAY : Bonjour Monsieur le  
17 Commissaire.

18 LE COMMISSAIRE : Excusez-moi,  
19 pouvez-vous commencer avec votre propre  
20 identification, s'il-vous-plaît?

21 M<sup>e</sup> TREMBLAY : Excusez-moi, quoi?

22 LE COMMISSAIRE : Pouvez-vous  
23 commencer en vous identifiant?

24 PRÉSENTATION

25 M<sup>e</sup> TREMBLAY : Oui, bien sûr.

1 M<sup>e</sup> Tommy Tremblay, du cabinet  
2 McCarthy Tetrault, au nom de notre cliente B.C.P.,  
3 agence de publicité.

4 Nous demandons, Monsieur le  
5 Commissaire, le statut de participant restreint  
6 dans le cadre des travaux de la présente  
7 Commission, aussi bien en ce qui concerne la Phase  
8 1A que la Phase 1B de votre enquête.

9 Notre cliente, B.C.P., est une  
10 firme de publicité qui a été créée en 1963, est  
11 une importante compagnie de publicité qui est  
12 pionnière dans son domaine.

13 Dans le cadre des travaux de la  
14 présente Commission, vous faites enquête sur les  
15 chapitres 3 et 4 du rapport de la vérificatrice  
16 générale qui a été déposé en novembre 2003.

17 Je rappelle simplement que le  
18 chapitre 3 du rapport concerne strictement le  
19 programme des commandites et le chapitre 4, pour  
20 sa part, concerne l'attribution de contrats de  
21 publicité par le gouvernement canadien.

22 Je vous mentionne d'emblée que  
23 notre client n'est aucunement mentionnée au  
24 chapitre 3 du rapport de la vérificatrice. Elle  
25 n'est mentionnée qu'à deux endroits dans le

1 chapitre 4, donc uniquement en ce qui concerne les  
2 contrats de publicité. Il n'est aucunement mention  
3 de notre cliente et elle n'a jamais eu le titre  
4 d'agence accréditée en ce qui concerne le  
5 programme des commandites.

6 Les deux mentions contenues dans  
7 le rapport de la vérificatrice ont trait aux  
8 contrats de publicité relativement à Tourisme  
9 Canada d'une part et à Santé Canada d'autre part.

10 Essentiellement, ce que la  
11 vérificatrice générale mentionne dans son rapport,  
12 c'est que Travaux publics Canada n'a pas respecté  
13 les règles d'attribution d'appels d'offres pour  
14 ces contrats.

15 La position de notre cliente est à  
16 l'effet que les règles en question ont été  
17 respectées et qu'elle n'a absolument rien à se  
18 reprocher dans la manière dont les contrats lui  
19 ont été attribués. Je mentionne également que la  
20 vérificatrice ne fait pas de reproche direct à  
21 notre cliente à ce sujet-là non plus.

22 Notre cliente demande quand même  
23 une participation restreinte aux présents travaux  
24 uniquement pour protéger sa réputation et donner  
25 un éclairage complet à la Commission quant aux

1           contrats qui la concernent.

2                           Également, le statut de  
3           participante restreinte permettrait à notre  
4           cliente...

5                           LE COMMISSAIRE:  Oui, nous avons  
6           changé la terminologie, comme vous le savez  
7           peut-être. Tout dernièrement nous avons décidé  
8           d'appeler ou d'identifier une participation  
9           restreinte comme le statut d'un intervenant,  
10          effectivement.

11                          Me TREMBLAY:  D'accord.

12                          LE COMMISSAIRE:  Effectivement, ce  
13          sont les derniers amendements annoncés par Me  
14          Cournoyer ce matin même.

15                          Me TREMBLAY:  Parfait.  Dans ce  
16          cas-là, c'est vraiment le statut d'internant que  
17          nous réclamons.  Ce que nous voudrions avoir,  
18          justement, c'est la possibilité d'intervenir.  A  
19          quelque stade que ce soit des travaux de la  
20          Commission, quelqu'un, par son témoignage et  
21          commentaire, éventuellement des documents qui  
22          seraient déposés, pourrait remettre en question  
23          l'intégrité de notre cliente.

24                          C'est pour cette raison que nous  
25          aimerions avoir le statut d'intervenant.

1                   Nous ne voulons aucunement, ici,  
2 alourdir les travaux de la Commission. On sait que  
3 ces travaux-là seront majeurs. On touchera  
4 énormément de sujets. Il y aura énormément de  
5 documents qui vont être regardés et examinés,  
6 énormément de personnes vont être entendues.  
7 Toutefois, notre cliente sent quand même le  
8 besoin -- spécialement parce qu'elle était  
9 mentionnée dans le rapport de la vérificatrice,  
10 même si de manière mineure comparativement à  
11 d'autres participants, d'autres acteurs --  
12 protéger ses intérêts et prévenir toute  
13 allégation, éventuellement, qui pourrait nuire à  
14 sa réputation.

15                   C'est la raison pour laquelle nous  
16 voulons obtenir le statut d'intervenant.

17                   Merci.

18                   M<sup>e</sup> COURNOYER: La prochaine  
19 demande, Monsieur le Commissaire, est celle  
20 présentée par Postes Canada.

21 PRESENTATION

22                   MR. TERRY: Good morning,  
23 Commissioner Gomery. My name is John Terry. I  
24 have with me here today Phillip Dempsey, who is  
25 one of the counsel for legal affairs at Canada

1 Post, and also Bonnie Boretsky, who is assistant  
2 general counsel for Canada Post. I hasten to add  
3 that my partner John Laskin, who is also  
4 co-counsel with me, wishes to be here today but he  
5 is in the Federal Court of Appeal.

6 THE COMMISSIONER: But we may have  
7 the pleasure of seeing him at another time?

8 MR. TERRY: Yes, you will.

9 My submissions will be relatively  
10 brief. Our submission or notice of motion is  
11 found at tab 3 of the materials. Canada Post, of  
12 course, is a crown corporation incorporated under  
13 the *Canada Post Corporation Act*. Its mandate,  
14 among other things, is to establish and operate  
15 postal services throughout Canada. It operates --  
16 I hasten to add -- in a competitive environment  
17 and has a mandate to return dividends to the  
18 government.

19 THE COMMISSIONER: Sort of  
20 semi-competitive environment.

21 --- laughter / rires

22 MR. TERRY: What Canada Post is  
23 requesting is full standing for Phase 1A and 1B of  
24 the inquiry. We are asking for all the rights  
25 that are set out in Rule 7 of the Rules of

1 Procedure.

2 Four of the central reasons why in  
3 our submission it is appropriate to grant Canada  
4 Post full standing, these are set out in the  
5 notice of motion.

6 The first one, of course, is that  
7 the Auditor General in her report referred to two  
8 transactions particularly involving Canada Post a  
9 stamp in the future transaction and the Maurice  
10 Richard Series.

11 The second reason is that we have  
12 been, Canada Post has been subject to requests for  
13 documents and also subpoena with respect to  
14 providing a witness for the Commission. We, of  
15 course, have been working with the Commission  
16 providing these documents and can assume that this  
17 reflects a sense that Canada Post conduct is --

18 THE COMMISSIONER: You can expect  
19 that certain representatives of Canada Post will  
20 be called as witnesses as a result of what you  
21 have received.

22 MR. TERRY: The third -- and this  
23 is set out in paragraphs 10, 11, and 12 of our  
24 notes of motion -- is, of course, that the terms  
25 of reference and in particular your expanded

1           recitation of the issues in Phase 1A and 1B which  
2           you set out in your opening remarks fall  
3           squarely -- Canada Post's conduct falls squarely  
4           within a number of these issues. I highlight in  
5           particular under Phase 1A, Issue 2, which is the  
6           selection of communications and advertising  
7           agencies.

8                           Of course, the Government of  
9           Canada is given a broad definition that it  
10          includes crown corporations.

11                          Number six, which is the nature  
12          and sufficiency of approval structures and systems  
13          within Canada Post, compliance by Canada Post for  
14          with the *Financial Administration Act* under Item 7  
15          and Issue 9 which is the path of funds in  
16          transactions involving Canada Post.

17                          I also note under Phase 1B of the  
18          hearing that under both Issues 1 and 2, the  
19          purpose for which these funds were paid and the  
20          extent of value received because, of course,  
21          Canada Post was a recipient in the stamp in the  
22          future case of these funds and also the  
23          sufficiency of external monitoring.

24                          All of those areas would appear to  
25          involve issues that are relevant to Canada Post

1 and will lead to the investigation of conduct  
2 involving Canada Post.

3 The fourth reason I had submitted  
4 is simply that Canada Post can offer a very  
5 helpful perspective to the Commission in  
6 determining these issues. Canada Post can, of  
7 course, assist in understanding the activities of  
8 Canada Post and the transactions that are at  
9 issue. Of course, from its -- whether we are  
10 going to call it competitive or semi-competitive  
11 environment, Canada Post can provide a unique  
12 perspective as a crown corporation in assisting  
13 the Commission with its determination on various  
14 of the issues it is going to deal with with to  
15 crown corporations.

16 So for all of those reasons,  
17 Commissioner, I submit that Canada Post should be  
18 granted full standing for 1A and 1B.

19 Thank you.

20 THE COURNOYER: The next motion,  
21 Mr. Commissioner, will be presented on behalf of  
22 VIA Rail by Mr. John Champion.

23 PRESENTATION

24 MR. CAMPION: Good morning,  
25 Justice Gomery.

1                   With my is Carole Mackaay, general  
2                   counsel for VIA Rail.

3                   VIA Rail, its relevant and present  
4                   and former management, and former and present  
5                   members of its Board of Directors and employees  
6                   are seeking full standing in both parts of the  
7                   inquiry.

8                   It is seeking, therefore, all of  
9                   the rights prescribed under Rules 2 and 7 of the  
10                  Rules of Practice and Procedure.

11                  Let me explain why.

12                  VIA Rail is a crown corporation.  
13                  It receives Parliamentary appropriations. It is  
14                  audited by private external audit firm as well as  
15                  the Auditor General each year. It is obliged  
16                  under some of the following acts: *The Canada*  
17                  *Transportation Act, The Canada Labour Code, The*  
18                  *Rail Safety Act, The Official Languages Act, The*  
19                  *Human Rights Act, The Financial Administration*  
20                  *Act, and others to provide services for passenger*  
21                  rail service across Canada.

22                  By reason of these acts, it is  
23                  highly regulated but it competes with private  
24                  enterprise, in particular airlines and other forms  
25                  of transportation. It reports to the Minister of

1 Transport. It files its annual report through the  
2 Minister before Parliament. It has certain  
3 historical characteristics of significance. It is  
4 a significant enterprise in and of itself and has  
5 had remarkable success in the last years.

6 To give an example, in 1993, it  
7 had 3,400,000 passengers. In the year 2002, it  
8 had 4,000,000 passengers. Its revenues from fares  
9 has risen from \$164 million to \$270 million. At  
10 the same time, its Parliamentary appropriation has  
11 decreased from \$336 million to \$153 million in  
12 that same '93-'02 period.

13 Plainly, VIA Rail is, in part, an  
14 instrument of government policy and, in part, a  
15 competitor in the marketplace. It is a  
16 free-standing corporation. It has a Board of  
17 Directors, an Audit Committee, modern corporate  
18 governance, a Chair and a President who are  
19 appointed by the Governor in Council, and it  
20 serves Canada both productively and passionately  
21 in the areas in which it is obliged to work.

22 VIA Rail received sponsorship  
23 monies. They have been, in part, the subject of  
24 criticism detailed in Chapter 3 of the Auditor  
25 General's November 2003 Report. In particular,

1           general comments were made at pages 8 and 9,  
2           paragraphs 3.30 and 3.41. The Maurice Richard  
3           Series was discussed by the Auditor General at  
4           pages 10 and 11 of Chapter 3 and involved, among  
5           others, VIA Rail.

6                           The Invocation series was  
7           discussed at page 14 of the Auditor General's  
8           report in Chapter 3. Very little comment was made  
9           about VIA Rail with respect to it. The VIA  
10          magazine was the subject of comment on pages 17  
11          and 18 of the Auditor General's report.

12                          There are a series of conclusions  
13          drawn by the Auditor General. VIA Rail does not  
14          agree with all of those conclusions.

15                          VIA Rail has received value for  
16          money. Commissions were not paid by VIA Rail in  
17          either the Maurice Richard Series or in the VIA  
18          Rail magazine.

19                          VIA Rail has a factual interest,  
20          therefore, in appearing before you and assisting  
21          you in any conclusions you may draw.

22                          VIA operates under Part X of the  
23          *Financial Administration Act*. As such, as I have  
24          indicated, it is audited by a private firm. It  
25          has internal auditors conducted by a private firm

1 and is audited each year by the Auditor General.

2 The Auditor General, for the years  
3 1999 and 2000, knew about the Maurice Richard  
4 Series and the VIA Rail magazine and no negative  
5 comments were raised by the Auditor General in  
6 those two audits.

7 On both occasions the Auditor  
8 General gave an unqualified opinion about the  
9 financial affairs of VIA Rail. It was not until  
10 the Auditor General's report of November 2003 that  
11 any negative comments were made and those comments  
12 were necessarily historical at that point in time  
13 in that they were dealt with in 1999 and the year  
14 2000.

15 In support of its application for  
16 full standing on both parts, VIA Rail has been  
17 required to produce documents and other  
18 information pursuant to a subpoena issued by this  
19 Commission. It has met all of the obligations to  
20 date by filing on Friday pursuant to that subpoena  
21 and, as you are aware, it includes a substantial  
22 list of matters, names, relationships, and  
23 documents to be produced.

24 In particular, VIA was asked to  
25 deal with the normal or standard rules,

1 procedures, structures, reporting lines, systems  
2 and guidelines for grants, contributions, and  
3 other transfer of payments from the Government of  
4 Canada and the expenditure of those monies in  
5 particular with particular reference to the  
6 Sponsorship Program and the advertising activities  
7 of VIA Rail. It has done so.

8 It is submitted that VIA Rail and  
9 the others who are requesting standing, namely its  
10 relevant, present and former management, members  
11 of the Board of Directors, and employees making a  
12 request for standing, can be of assistance to you  
13 in this inquiry.

14 VIA Rail is directly and  
15 substantially affected by both phases of the  
16 inquiry and requests standing, therefore, in that  
17 regard.

18 VIA Rail has clearly ascertainable  
19 interests and perspectives to assist the  
20 Commission in the exercise of its mandate.

21 Unless you have any questions,  
22 sir, those are my submissions on behalf of VIA  
23 Rail and its relevant former management.

24 THE COMMISSIONER: I would just  
25 like a clarification about the representation.

1                   You are asking to represent VIA  
2 Rail and its present management and employees.  
3 Does your mandate cover former employees?

4                   MR. CAMPION: It does, sir. The  
5 Notice of Motion, which is at tab 4 of your  
6 materials, it says -- and the words are meant to  
7 be particular -- it says, it's relevant -- though  
8 many may not be relevant, some may, present and  
9 former management, present and former members of  
10 the Board of Directors and present and former  
11 employees are making a request for standing.

12                   The reason for that is that while  
13 plainly I may not have a mandate for all of those  
14 people, and indeed one person has requested  
15 separate standing, I was obliged in my respectful  
16 view to the extent that the Audit Committee was  
17 mentioned in the Auditor General's report, some of  
18 its management were mentioned not by name but by  
19 title, that it would be appropriate for VIA Rail  
20 to seek such a standing so that if it became  
21 necessary to either make submissions or to  
22 cross-examine, that they would be protected.

23                   THE COMMISSIONER: Thank you.  
24 That is the only question I have.

25                   MR. CAMPION: Much obliged.

1 MR. COURNOYER: The next motion,  
2 Mr. Commissioner, will be presented on behalf of  
3 the Right Honourable Jean Chrétien, Mr. David  
4 Scott.

5 PRESENTATION

6 MR. SCOTT: Good morning, Mr.  
7 Commissioner.

8 My name is David Scott. As a  
9 citizen of the nation's capital, may I welcome you  
10 to our city. I hope you have a pleasant and  
11 productive summer and fall.

12 THE COMMISSIONER: It is not my  
13 first visit to Ottawa.

14 MR. SCOTT: I represent the Right  
15 Honourable Jean Chrétien, the former Prime  
16 Minister of Canada. On Mr. Chrétien's behalf, we  
17 file a request for standing at your Commission  
18 into the Sponsorship Program and Advertising  
19 Activities. Our application is made pursuant to  
20 Rule 2 following the Commission's rules.

21 The material we have filed is  
22 under tab 6 consisting of the Notice of Notion  
23 dated May 31st, an affidavit sworn June 11th, and  
24 a submission dated June 11th.

25 Obviously it goes without saying

1           that the test for standing is set out in section  
2           5.1 of the *Public Inquiries Act* and in your rules,  
3           under Rule 2 and following that the party be  
4           directly and substantially affected by the  
5           relevant phases and the party represents clearly  
6           ascertainable interests and perspectives essential  
7           to the Commission's mandate.

8                               How is the former Prime Minister  
9           directly and substantially affected and how does  
10          he enjoy clearly ascertainable interests and  
11          perspectives essential to the Commission's  
12          mandate?

13                              Shortly put, Mr. Commissioner, on  
14          behalf of Mr. Chrétien, our submission is that at  
15          the time he had an unique role in the creation, in  
16          the striking of the purposes for, and the objects  
17          of the sponsorship program. As pointed out  
18          paragraph 5 of his affidavit, he was the head of  
19          the government which created the program and was  
20          personally a principal element in its inspiration.

21                              As such, we would submit he enjoys  
22          clearly ascertainable interests and perspectives  
23          of value to the Commission. Furthermore, in my  
24          submission, it goes without saying, there is a  
25          real possibility that he may directly and

1 substantial be affected by the findings and  
2 recommendations which you make.

3 The program is identified with the  
4 former Prime Minister not only as one of its  
5 authors but also as the head of the government of  
6 the day when it was introduced and executed.

7 Our submission is that if, as will  
8 occur, it is to be dissected, fairness, procedural  
9 fairness would dictate that he should be accorded  
10 standing.

11 Those are my submissions.

12 THE COMMISSIONER: Thank you, Mr.  
13 Scott.

14 I might make mention of the fact  
15 that in the binder that was distributed this  
16 morning, the only document concerning Mr.  
17 Chrétien's application is the original Notice of  
18 Motion because he was out of the country at the  
19 time and we only got his affidavit at a later --

20 MR. SCOTT: The affidavit has been  
21 filed and in my copy --

22 THE COMMISSIONER: I know it has  
23 been filed. I don't think it is part of the  
24 material that has been distributed this morning.  
25 I think if anyone wants to have a copy of that,

1           they could get it from Mrs. Cook or from  
2           M<sup>e</sup> Cournoyer.

3                           I just want to say that publicly  
4           so that everybody knows what allegations were made  
5           in the subsequent letter and the affidavit of Mr.  
6           Chrétien.

7                           MR. SCOTT: Thank you very much.

8                           THE COMMISSIONER: Thank you, Mr.  
9           Scott.

10                          MR. COURNOYER: If I may point out  
11           further to your comments, Mr. Commissioner, my  
12           colleagues had received a copy of the affidavit in  
13           advance of today --

14                          THE COMMISSIONER: I didn't know  
15           that.

16                          THE COURNOYER: The document of  
17           today did not contain the affidavit. That will be  
18           remedied.

19                          La prochaine requête, Monsieur le  
20           Commissaire, va être présentée par Me Pierre  
21           Fournier au nom de l'Honorable Alfonso Gagliano.

22                          LE COMMISSAIRE: Nous avons  
23           accordé à Me Fournier le privilège qui, je  
24           l'espère, sera temporaire, de s'adresser à nous  
25           d'où il se trouve actuellement.

1 PRÉSENTATION

2 M<sup>e</sup> FOURNIER: Je vous remercie,  
3 Monsieur le Président. Je compte que ce sera  
4 temporaire moi aussi.

5 Monsieur Gagliano vous demande la  
6 permission d'agir à titre de partie devant vous  
7 pour deux motifs principaux.

8 Premièrement, il craint que sa  
9 réputation puisse être mise en jeu par les travaux  
10 de cette Commission. Deuxièmement, il croit être  
11 en mesure d'aider la Commission dans ses travaux.

12 Quant à la première partie, aux  
13 paragraphes 6 et 7 de la demande de Monsieur  
14 Gagliano, qui sont à l'onglet 7, vous avez les  
15 motifs pour lesquels il craint que sa réputation  
16 puisse être en jeu.

17 En soi, le rapport de la  
18 vérificatrice générale n'est pas défavorable à  
19 Monsieur Gagliano, elle réfère, par titres et non  
20 par noms, à la collaboration qu'elle a eue de  
21 celui-ci, mais elle ne lui adresse aucun reproche.

22 Cela dit, suite aux travaux du  
23 Comité parlementaire, le Comité permanent des  
24 comptes publics, il est apparu que certains  
25 interprétaient le rapport de la vérificatrice

1 générale comme imputant une responsabilité à mon  
2 client. Cette responsabilité, Monsieur le  
3 Président, d'abord ne lui appartient pas, et  
4 deuxièmement je vous sou mets respectueusement  
5 qu'il a intérêt à participer à vos travaux pour  
6 s'assurer que les faits seront rétablis à ce  
7 sujet.

8 Deuxièmement, aux paragraphes 2 et  
9 3 de la requête de Monsieur Gagliano, il a décrit  
10 les divers postes politiques qu'il a occupés. Si  
11 j'attire votre attention un instant sur le  
12 paragraphe 3, vous y verrez qu'il était, à  
13 l'époque des faits qui sont à la base du rapport  
14 de la vérificatrice générale, non seulement  
15 ministre des Travaux publics et des Services  
16 gouvernementaux, ce qui lui donne un intérêt  
17 direct dans la chose devant vous, mais il était  
18 également ministre responsable de la Société  
19 canadienne des Postes, ministre responsable, enfin  
20 vous les avez tous là. Certains de ces organismes  
21 dont il était responsable ont reçu des  
22 commandites, ou enfin, il est dit qu'ils ont reçu  
23 des commandites.

24 Alors, tant à titre de ministre  
25 des Travaux publics et des Services

1           gouvernementaux du Canada qu'à titre de ministre  
2           responsable de divers organismes qui sont  
3           mentionnés dans le rapport de la vérificatrice  
4           générale, Monsieur Gagliano peut, je le soumets  
5           respectueusement, vous aider dans vos travaux.

6                           Pour ces motifs, nous vous  
7           demandons de lui accorder le statut de partie  
8           avec -- j'ai les anciens termes en tête --  
9           peut-être que « partie », cela contient le mot  
10          général, mais c'est ce que nous vous demandons.

11                          M<sup>e</sup> COURNOYER:   Monsieur le  
12          Commissaire, nous sommes confrontés à une  
13          situation probablement unique en droit canadien.  
14          Six avocats canadiens ont pris moins que la moitié  
15          du temps qui leur était alloué. Par courtoisie  
16          pour mes collègues à qui nous avons annoncé que  
17          les représentations pour l'après-midi devaient  
18          commencer à 14 h 00, je vous proposerais de  
19          suspendre immédiatement et que nous reprenions à  
20          14 h 00 pour les cinq requêtes qui doivent être  
21          présentées cet après-midi.

22                          LE COMMISSAIRE:   La concision  
23          n'est pas un défaut, n'est-ce pas?  J'apprécie la  
24          concision avec laquelle les avocats ont présenté  
25          leurs demandes ce matin. Nous allons suspendre

1           jusqu'à 14 h 00 pour les autres.

2                               Merci.

3           --- Upon recessing at 10:41 a.m. /

4                               Suspension à 10 h 41

5           --- Upon resuming at 2:00 p.m. /

6                               reprise à 14 h 00

7                               M<sup>e</sup> COURNOYER : Bon après-midi,

8           Monsieur le Commissaire.

9                               Nous sommes réunis cet après-midi  
10           pour entendre les représentations des avocats de  
11           M. Charles Guité, M. Jean Lafleur, M. Jean  
12           Pelletier, M. Ronald Quail et le représentant de  
13           la vérificatrice générale du Canada.

14                              Alors, j'inviterais -- I would  
15           invite the counsel for Mr. Guité to make the first  
16           presentation.

17           PRESENTATION

18                              MS HUOT: Good afternoon, Mr.

19           Commissioner.

20                              My name is Katherine Huot. I am  
21           here on behalf of Mr. Edelson's office.

22           Unfortunately, his associate, Connie d'Angelo was  
23           supposed to be here this afternoon but her mother  
24           fell ill.

25                              THE COMMISSIONER: Bad acoustics.

1 I got your first name, Katherine, but I didn't get  
2 your family name.

3 MS HUOT: Huot.

4 THE COMMISSIONER: Thank you. I  
5 understand that Mr. Edelson has had an accident.

6 MS HUOT: No, his associate, Ms  
7 d'Angelo, who was to be here, but her mother fell  
8 sick.

9 I am here to simply indicate to  
10 you, sir, that for reasons set out in Mr.  
11 Edelson's written submissions, what we are asking  
12 on behalf of Mr. Guité is that he be granted full  
13 standing in Phases 1A and 1B.

14 With respect to that, I have  
15 nothing further to add by way of oral submissions.  
16 I believe they are succinctly stated in Mr.  
17 Edelson's written submissions

18 Other than that, I thank you.

19 M<sup>e</sup> COURNOYER : Monsieur le  
20 Commissaire, M<sup>e</sup> Jean-Claude Hébert va faire ses  
21 représentations au nom de M. Jean Lafleur.

22 PRÉSENTATION

23 M<sup>e</sup> HÉBERT : Bon après-midi  
24 Monsieur le Commissaire.

25 Monsieur le Procureur, bon

1 après-midi également.

2 Je serai relativement bref,  
3 Monsieur le Commissaire Gomery. Je dirai que, au  
4 nom de Jean Lafleur, l'intérêt direct d'obtenir le  
5 statut de partie, tant à l'égard de la première  
6 partie de l'enquête que de la deuxième partie,  
7 nous est révélé par le contenu et la nature du  
8 *subpoena* qu'il a reçu.

9 Lorsqu'on prend en considération  
10 notamment les sujets sur lesquels la Commission  
11 veut interroger M. Lafleur, on s'aperçoit en  
12 lisant le *subpoena* que cela recouvre autant les  
13 questions de la première partie que de la deuxième  
14 partie.

15 Je vous donne un exemple.

16 À l'annexe C du *subpoena*, on a mis  
17 une liste de contrats sur lesquels, évidemment,  
18 M. Lafleur aura possiblement à s'expliquer.

19 Il y en a 150.

20 Ce sont tous des contrats avec le  
21 gouvernement fédéral relativement au domaine qu'on  
22 appelle les commandites.

23 Donc, à partir de là, lorsque --  
24 et c'est mon deuxième exemple -- je me réfère à  
25 l'un des sujets que vous avez vous-même énumérés

1 dans votre déclaration d'ouverture à propos de la  
2 première phase de l'enquête, lorsque vous dites au  
3 paragraphe 5, et je cite :

4 « ...la question de savoir si  
5 une personne ou une  
6 organisation du gouvernement  
7 du Canada a obtenu des  
8 avantages financiers,  
9 politiques ou autres grâce à  
10 ces activités et, dans  
11 l'affirmative, dans quel but  
12 et avec quelles  
13 conséquences... »

14 Donc, on voit très bien que c'est  
15 une préoccupation de la Commission de vérifier  
16 cette possibilité-là et c'est certainement une  
17 réalité de dire que, dans le cas de M. Lafleur, vu  
18 les nombreux contrats qu'il a eus de commandite  
19 avec le gouvernement fédéral, cette question-là  
20 pourrait très certainement lui être posée par les  
21 avocats de la Commission.

22 Alors, si on peut entrer dans le  
23 vif du sujet à l'égard du témoin, il est  
24 raisonnable de croire qu'il a intérêt à pouvoir  
25 participer au débat qui va précéder son témoignage

1           relativement à ces questions-là.

2                           Quant à la deuxième partie ou  
3 deuxième phase de l'enquête -- je pense que je  
4 n'ai pas besoin d'insister beaucoup -- les  
5 questions que vous avez énumérées relativement à  
6 cette deuxième phase-là me paraissent concerner en  
7 tous points la participation ou le statut de  
8 partie pour M. Jean Lafleur.

9                           Merci de votre attention.

10                           LE COMMISSAIRE : Merci, M<sup>e</sup> Hébert.

11                           M<sup>e</sup> COURNOYER : Monsieur le  
12 Commissaire, la prochaine présentation sera  
13 effectuée par M<sup>e</sup> Guy Pratte au nom de  
14 M. Jean Pelletier.

15                           M<sup>e</sup> Pratte nous a remis un condensé  
16 d'extraits pour sa présentation dont je vous  
17 remets immédiatement copie.

18                           LE COMMISSAIRE : Bonne journée.

19 PRÉSENTATION

20                           M<sup>e</sup> PRATTE : Bonjour, M. le  
21 Commissaire.

22                           Mon nom est Guy Pratte et je  
23 représente M. Jean Pelletier relativement à sa  
24 demande de statut de partie durant le cours de vos  
25 audiences, autant en ce qui a trait à la phase 1A

1 que la phase 1B, pour les motifs que j'énoncerai.

2                   Cependant, dès le commencement,  
3 j'aimerais préciser -- puisque vous avez posé une  
4 question à mon confrère M<sup>e</sup> Champion relativement  
5 aux personnes qu'il pouvait représenter à titre,  
6 entre autres, d'ancien administrateur de  
7 VIA Rail -- que dans le cas de M. Pelletier, lui,  
8 n'a jamais rien eu à voir, dans son rôle à VIA  
9 Rail, puisque tous les événements pertinents se  
10 sont produits avant.

11                   Mais si jamais, n'eut été de ce  
12 commentaire, son rôle devenait pertinent pour  
13 quelque raison que ce soit, il m'a demandé de vous  
14 indiquer que je le représenterais également  
15 relativement à ses fonctions lorsqu'il était  
16 président du conseil.

17                   Cela étant dit, j'ai demandé qu'on  
18 distribue un recueil condensé pour m'aider dans ma  
19 brève représentation, pas seulement pour prouver  
20 que j'ai lu la jurisprudence que M<sup>e</sup> Cournoyer  
21 m'avait acheminée.

22                   Mes représentations auront trois  
23 volets :

24                   - Premièrement, quelques remarques  
25 sur le droit afférent au statut de partie;

1                   - Deuxièmement, les raisons pour  
2                   lesquelles, en vertu de cette jurisprudence,  
3                   M. Pelletier réclame le droit d'être partie à vos  
4                   audiences;

5                   - Et troisièmement, également sur  
6                   cet aspect, j'ai quelques remarques à faire sur  
7                   les volets de votre enquête qui peuvent toucher la  
8                   réputation de M. Pelletier.

9                   Alors, premièrement, quant au  
10                  droit, si vous allez au premier onglet, j'ai  
11                  inclus des extraits de l'arrêt Arar, à la page 4  
12                  en particulier -- c'est paginé en haut de la page  
13                  à droite -- et j'ai souligné les passages que je  
14                  ne lirai pas pour la plupart, mais simplement pour  
15                  indiquer que la jurisprudence, telle que résumée  
16                  par le Juge O'Connor récemment, indique clairement  
17                  que l'intérêt direct et réel ne se limite pas aux  
18                  intérêts juridiques et qu'il implique encore  
19                  davantage l'intérêt protégé par l'article 13.

20                  Entre autres, en bas de page --  
21                  sans le lire, encore une fois --, il indique que  
22                  l'intérêt direct couvre évidemment la personne qui  
23                  a été impliquée dans les événements qui  
24                  sous-tendent le mandat du Commissaire.

25                  Je reviendrai à cet aspect-là.

1 Dans le cas de M. Pelletier, il y a certainement  
2 certaines questions dans la phase 1A, en  
3 particulier, dans lesquelles il a eu une  
4 implication directe.

5 Mais, même en revanche, là où il  
6 n'y a pas eu d'implication, ce fait-là est  
7 pertinent. J'y reviendrai tantôt.

8 À l'onglet 2, un extrait d'un  
9 autre arrêt cité par votre procureur,  
10 Me Cournoyer, dit -- et celui-là, j'aimerais le  
11 lire -- que le test fondamental, c'est l'impact  
12 sur la personne.

13 J'aimerais attirer votre attention  
14 en particulier, Monsieur le Commissaire, sur les  
15 deux dernières phrases, au paragraphe 8 de la  
16 page 7.

17 Et je cite :

18 "Essentially, what is  
19 required is evidence that the  
20 subject-matter of the enquiry  
21 may seriously affect an  
22 individual. If that is the  
23 case then that individual is  
24 entitled to full  
25 participation rights pursuant

1 to subsection 5.1 of the  
2 *Ontario Act.*" (as read)

3 Mais, c'est le même test.

4 Et, là-dessus, je vous dirai, dans  
5 quelques minutes, que la réputation d'une personne  
6 est la chose qui peut la toucher le plus  
7 directement, comme d'ailleurs vous l'avez reconnu  
8 dans votre déclaration préliminaire.

9 Et, enfin, un extrait de la  
10 Commission Poitras à l'onglet 4, à la page 13, où  
11 le Commissaire Poitras et ses collègues disent  
12 relativement aux demandes de statut, et j'ai  
13 souligné, que :

14 « ...en cas de doute, s'il  
15 faut pécher, il est  
16 préférable de le faire par  
17 inclusion quant aux demande  
18 de statu. » (tel que lu)

19 Là-dessus, je vous dis  
20 simplement que, comme je le ferai valoir tantôt,  
21 dans le cas de M. Pelletier, je vous sou mets  
22 respectueusement qu'il n'y a aucun doute, mais si  
23 vous en aviez, qu'il fallait pécher par inclusion.

24 À l'onglet 4, j'ai préparé un  
25 tableau, simplement pour illustrer, relativement à

1 des commissions d'enquête relativement récentes:  
2 Arar à la page 14; la Commission de Mme la juge  
3 Arbour dans les prisons à Kingston et Walkerton,  
4 ainsi que la Commission Poitras ou dite Poitras,  
5 juste pour voir à qui on a octroyé le statut de  
6 partie et à qui on l'a refusé.

7 Sans vous lire évidemment les  
8 motifs dans chaque cas, il est clair que le  
9 dénominateur commun est que, dans chaque cas, une  
10 personne qui a été directement impliquée dans les  
11 événements et/ou dont la réputation est mise en  
12 jeu et/ou qui a des connaissances disons de nature  
13 institutionnelles qui pourraient contribuer au  
14 mandat de la commission aura automatiquement le  
15 statut de partie.

16 Je vous sou mets respectueusement  
17 que, dans le cas de M. Pelletier, il répond aux  
18 trois critères. C'est à dire :

19 - il a été impliqué directement  
20 dans les événements;

21 - il a une connaissance  
22 institutionnelle qui ne peut qu'aider la  
23 Commission;

24 - et troisièmement, sa réputation  
25 est mise en jeu.

1                   Alors, le deuxième volet de mes  
2 représentations est l'intérêt direct et réel de  
3 M. Pelletier. J'y réfère brièvement.

4                   À l'onglet 9 du cahier qu'on a  
5 fait circuler ce matin, vous avez la demande de  
6 celui-ci. Vous avez la demande du statut de partie  
7 de M. Pelletier.

8                   Je ne vais pas en faire la  
9 lecture. Je vous rappelle seulement que  
10 M. Pelletier a été chef de cabinet de l'ancien  
11 premier ministre M. Chrétien de 1993 à 2001 et  
12 qu'il affirme dans son *affidavit* qu'à la suite de  
13 ses fonctions il a acquis les connaissances  
14 pertinentes à la majorité, sinon la totalité, des  
15 questions dans votre mandat, phases 1A et 1B.

16                   En outre, il a expliqué dans le  
17 cadre de son témoignage devant le Comité permanent  
18 des comptes publics, en date du 6 avril 2004,  
19 qu'il a été directement impliqué dans la création  
20 du programme ainsi que son orientation en général.

21                   Cependant, il indique également  
22 qu'il n'a jamais été impliqué dans la gestion du  
23 programme et là-dessus en particulier, certaines  
24 des questions aux phases IA et IB, en particulier,  
25 de mémoire, la question 9 de la phase IA et 1, 2

1 et 3 de la phase IB, touchent directement cette  
2 administration de gestion du programme en  
3 particulier.

4 Sur cela, la position de M.  
5 Pelletier est qu'il n'a aucune connaissance car il  
6 n'y a pas participé.

7 Mais ce fait-là est en soi  
8 pertinent parce que certains ont prétendu qu'il  
9 devait avoir nécessairement connaissance de ces  
10 phases-là et la question d'ingérence a été  
11 soulevée.

12 LE COMMISSAIRE: Disons qu'il y a  
13 certainement une spéculation quant à son  
14 implication dans les médias et ailleurs.

15 Me PRATTE: Exactement.

16 Pour ces raisons, nous réclamons,  
17 ou je réclame au nom de M. Pelletier, une  
18 participation ou le statut de partie sur toutes  
19 les questions.

20 Troisième volet: la réputation de  
21 monsieur Pelletier. Là, je voudrais vous ramener à  
22 mon petit recueil, à l'onglet 6 où il y a un  
23 extrait de la Cour suprême du Canada dans  
24 l'affaire, dans la Commission qu'on appelle  
25 « Krever » sur la contamination du sang. Je

1           voulais simplement vous souligner, Monsieur le  
2           Commissaire, deux passages, un à la page 19 où la  
3           Cour suprême rappelle, en bas de page, que:

4                           « Quelle que soit  
5                           l'importance du rôle  
6                           d'enquête et d'explication  
7                           d'une commission, elle ne  
8                           peut jamais faire fi du droit  
9                           fondamental de tout citoyen  
10                          d'être traité  
11                          équitablement. » (Tel que lu)

12                           C'est à la page 20. En  
13           particulier, à la dernière page de cet onglet il y  
14           a un autre passage que j'ai surligné en rouge que  
15           j'aimerais lire, en jaune pardon:

16                           « Il n'en demeure pas  
17                           moins -- la Cour suprême  
18                           écrit -- que le respect de  
19                           l'équité procédurale est un  
20                           élément essentiel puisque les  
21                           conclusions d'une commission  
22                           peuvent ternir la réputation  
23                           d'un témoin. Une bonne  
24                           réputation représentant la  
25                           valeur la plus prisée par la

1                   plupart des gens, il est  
2                   essentiel de démontrer le  
3                   respect des principes  
4                   d'équité procédurale dans les  
5                   audiences de la Commission. »  
6                   (Tel que lu)

7                   Nous n'avons aucun doute,  
8                   d'ailleurs, étant donné votre déclaration  
9                   préliminaire, Monsieur le Commissaire, que vous  
10                  avez à coeur ce principe.

11                  Dans le cas de M. Pelletier qui  
12                  bénéficiait, jusqu'à certaines accusations dont  
13                  vous venez de faire état et ont été mises sur la  
14                  place publique, d'une réputation absolument  
15                  remarquable et sans tache, il a été directement  
16                  attaqué, non seulement dans les médias, mais  
17                  également tout récemment par un ministre du  
18                  gouvernement actuel, le 4 juin 2004.

19                  Cette réputation est peut-être  
20                  l'enjeu le plus vulnérable dans le cadre d'une  
21                  enquête publique. Ce n'est pas le rôle des  
22                  procureurs de la Commission, aussi objectifs et  
23                  compétents soient-ils, de protéger la réputation  
24                  de M. Pelletier.

25                  En outre, je dis que si le

1           gouvernement du Canada, qui réclame aujourd'hui le  
2           statut de partie, se voyait accorder ce statut et  
3           qu'en revanche, il serait refusé à M. Pelletier  
4           alors qu'un des ministres du gouvernement l'accuse  
5           sur la place publique, je vous sou mets  
6           respectueusement que ce serait inéquitable.

7                        En outre, M. Pelletier pourrait se  
8           réserver le droit, s'il avait le statut de partie,  
9           de demander qu'on assigne comme témoins certaines  
10          des parties, en outre des gens du gouvernement du  
11          Canada qui l'ont accusé, selon nous, sans aucune  
12          preuve.

13                       Donc, autant quant à sa  
14          connaissance qu'étant donné l'enjeu personnel et  
15          fondamental de sa réputation, nous demandons le  
16          statut de partie, et je conclus comme suit.

17                       Il est clair que votre mandat est  
18          très vaste et complexe, mais que M. Pelletier,  
19          avec l'intérêt direct et réel qu'il a, pourra  
20          contribuer aux travaux de votre Commission.

21                       Dans les cas où une partie se  
22          voyait reconnaître un intérêt direct et réel, il  
23          n'y a aucune jurisprudence qui dit que dans ce  
24          cas-là, néanmoins, les avocats de la Commission  
25          pourraient faire leur travail. Une fois que

1 l'intérêt est reconnu, cette partie-là a le  
2 statut.

3 Cela étant dit, il est évident que  
4 M. Pelletier n'a aucun intérêt à retarder  
5 inutilement vos travaux; au contraire -- au  
6 contraire -- et donc que ses procureurs, s'ils se  
7 voyaient accorder le statut de partie, n'ont  
8 aucunement l'intention de faire double emploi ou  
9 de répéter ce que les procureurs de la Commission  
10 ou d'autres procureurs auront accompli.

11 LE COMMISSAIRE: C'est une  
12 excellente règle à suivre pour tout le monde.

13 Merci beaucoup, Maître.

14 Me PRATTE: Je vous remercie,  
15 Monsieur le Commissaire, de votre attention.

16 THE REGISTRAR: The next motion,  
17 Mr. Commissioner, will be presented by Mr. George  
18 Hunter on behalf of Mr. Ranald Quail.

19 PRESENTATION

20 MR. HUNTER: Good afternoon, sir.

21 My name is George Hunter. I  
22 appear on behalf of Mr. Ranald Quail. With me is  
23 Ms Jennifer Radford, who is assisting.

24 Sir, Mr. Quail seeks party  
25 standing under both phases. He is the recipient

1 of a subpoena from the Commission. On the subject  
2 of law, I can do no better than adopt what my  
3 friend, Mr. Pratt, has already told you. So I  
4 won't repeat those principles.

5 Sir, Mr. Quail was the Deputy  
6 Minister of Public Works and Government Services  
7 Canada from July 1993 until April 2001. He  
8 retired from the Federal Public Service last  
9 summer. He was the most senior official in the  
10 department primarily involved during the time  
11 period which is the focus of your inquiry.

12 He served under several Ministers  
13 of Public Works and Government Services, including  
14 the Honourable Alphonso Gagliano.

15 It is expected that the evidence  
16 will demonstrate that Mr. Quail was responsible  
17 for initiating the 2000 audit, which eventually  
18 led to the Auditor General's report. He has  
19 knowledge that he may give material evidence on  
20 seven subjects identified by the Commission and as  
21 specified in paragraph 5 of his affidavit and  
22 encompassing both phases of your inquiry.

23 Accordingly, I submit that he has  
24 a clearly ascertainable perspective that would  
25 enhance the work of the Commission.

1                   Furthermore, it is expected that  
2                   the Commission will hear from a variety of  
3                   witnesses to the effect that Mr. Quail is a man of  
4                   unquestionable integrity and is held in the  
5                   highest regard by both public servants and  
6                   politicians with whom he worked over his career.

7                   As the senior civil servant  
8                   responsible for the materially involved  
9                   department, there will of course be issues and  
10                  questions with respect to the performance of Mr.  
11                  Quail. Likewise, the governance structure of  
12                  Public Works and Government Services Canada  
13                  effected by Mr. Quail, as well as the internal and  
14                  external audit functions he developed, will be the  
15                  subject of your inquiry.

16                  As Deputy Minister, he had  
17                  significant contact with executive managers within  
18                  his department, with various ministers and with  
19                  the Privy Council Office. The nature and  
20                  substance of these contacts will clearly be  
21                  examined.

22                  These subjects, as you are aware,  
23                  Mr. Commissioner, have already been raised in the  
24                  public domain and in an environment of high  
25                  controversy. Mr. Quail's reputation may well be

1           determined by the observations and decisions of  
2           this Commission.  Accordingly, I submit Mr. Quail  
3           has a direct and substantial interest in the  
4           subject of your inquiry.

5                               While you have noted that you have  
6           no pre-conceived notion as to the conclusions to  
7           which you will eventually come, you have also  
8           observed that you are aware that this inquiry may  
9           tarnish the reputations of some people.  You have  
10          observed that a person's reputation may be his or  
11          her most important possession.  You have stated  
12          your intention to ensure that every person or  
13          organization receives appropriate procedural  
14          fairness.

15                              With great respect to my friends  
16          who serve the Commission as counsel, the role of  
17          that office does not enable or effectively permit  
18          them to defend Mr. Quail's primary interest, which  
19          is his reputation.  Direct and substantial  
20          interests can only be appropriately addressed  
21          through independent representation.

22                              Accordingly, sir, Mr. Quail  
23          firstly, as an individual having a clearly  
24          ascertainable interest and perspective that would  
25          enhance the work of the Commission, and secondly,

1 as a person with a direct and substantial interest  
2 that cannot otherwise be represented seeks full  
3 party standing with respect to both phases of the  
4 inquiry with all attendant entitlements.

5 Subject to your questions, those  
6 are my submissions.

7 THE COMMISSIONER: Thank you. I  
8 have no questions. You are echoing what I think  
9 has been said by many others.

10 Thank you very much, Mr. Hunter.

11 THE REGISTRAR: Mr. Commissioner,  
12 the last motion for today will be presented by Mr.  
13 Richard Dearden on behalf of the Auditor General  
14 of Canada.

15 PRESENTATION

16 MR. DEARDEN: Good afternoon,  
17 Commissioner.

18 The Office of the Auditor General  
19 seeks standing as an intervenor in Phase 1A, and  
20 the request is limited to providing me as counsel  
21 for the Office of the Auditor General with a right  
22 to re-examine any of the witnesses from the office  
23 that may appear on behalf of the Office of the  
24 Auditor General and also for the limited purpose  
25 of letting me, as counsel, have access to any

1 confidential records that may relate to the Office  
2 of the Auditor General and, in particular, the  
3 report of the Office of the Auditor General.

4 The Office of the Auditor General  
5 does not intend to act in any adversarial role in  
6 this proceeding. It has evidence that we believe  
7 is relevant to the issues before the Commissioner,  
8 and we submit that the intervenor's status is  
9 justified on that basis because your mandate  
10 covers questions raised by the report of the  
11 Office of the Auditor General.

12 So, the Auditor General maintains  
13 the conclusions that are in the report, is  
14 prepared to give full testimony on any questions  
15 that may be asked and respectfully requests  
16 intervenor status on that basis.

17 Subject to any questions from the  
18 Commissioner, that is probably the shortest  
19 submission I have ever made in my life.

20 THE COMMISSIONER: I don't want to  
21 get ahead and I understand that the request you  
22 are making envisages intervenor status only, but  
23 there were some suggestions before the Public  
24 Accounts Committee that the Auditor General had in  
25 some respects overplayed her mandate.

1                   You don't intend to deal with that  
2                   in your submissions?

3                   MR. DEARDEN: Those questions no  
4                   doubt would be asked by certain people that are  
5                   going to cross-examine the Auditor General, and  
6                   she and her staff would be more than prepared to  
7                   answer those questions if and when they are asked.

8                   THE COMMISSIONER: You will deal  
9                   with it in that way?

10                  MR. DEARDEN: Yes.

11                  THE COMMISSIONER: Thank you very  
12                  much, sir.

13                  MR. DEARDEN: Thank you, sir.

14                  Me COURNOYER: Monsieur le  
15                  Commissaire, compte tenu de la célérité exemplaire  
16                  qui nous annonce de bien beaux mois devant nous de  
17                  tous mes collègues, cela complète pour cet  
18                  après-midi et on se retrouve demain à 10 h 00.

19                  LE COMMISSAIRE: Je peux demander,  
20                  juste avant de quitter, s'il y a des avocats qui  
21                  vont nous faire des représentations vis-à-vis de  
22                  l'une ou l'autre des demandes que j'ai déjà  
23                  entendues aujourd'hui. En effet, vous allez avoir  
24                  cette occasion, mais à la fin.

25                  Si quelqu'un a des remarques

1           sommaires à faire, peut-être cette personne peut  
2           les faire aujourd'hui au lieu de revenir demain.

3                           Évidemment, il y a des demandes  
4           qui sont peut-être un peu plus controversées pour  
5           demain. Je ne sais pas, mais on verra.

6                           Toutefois je veux savoir si  
7           quelqu'un veut nous faire des représentations tout  
8           de suite quant aux 11 demandes que j'ai entendues  
9           déjà aujourd'hui.

10                           Je pense que c'est 11 demandes.

11                           Me FOURNIER: Je peux parler pour  
12           moi-même, Monsieur le Président. On m'excusera de  
13           ne pas me lever pour le faire.

14                           J'aurai des représentations, mais  
15           malheureusement les parties à l'égard desquelles  
16           j'entends faire ces remarques sont de celles qui  
17           doivent être entendues demain matin.

18                           Il me paraîtrait approprié de les  
19           entendre.

20                           LE COMMISSAIRE: Je pense qu'on ne  
21           peut pas les faire à l'avance. Alors très bien,  
22           on va attendre pour vos remarques demain matin,  
23           dans le cours de l'avant-midi.

24                           Très bien, la séance est levée.

25           The hearing is adjourned until tomorrow morning,

1 10:00 a.m.

2 --- Whereupon the hearing adjourned at 2:32 p.m.,  
3 to resume on Tuesday, June 22, 2004 at 10:00  
4 a.m. / L'audience est ajournée à 14 h 32, pour  
5 reprendre mardi le 22 juin 2004 à 10 h 00.

6

7

8

9

10

11

THIS IS TO CERTIFY that the  
foregoing transcript has been  
reported and transcribed to  
the best of our skill and  
ability

12

13

14

15

16

17

CECI EST POUR CERTIFIER que  
la présente transcription a  
été transcrite au meilleur de  
nos compétences et capacités.

18

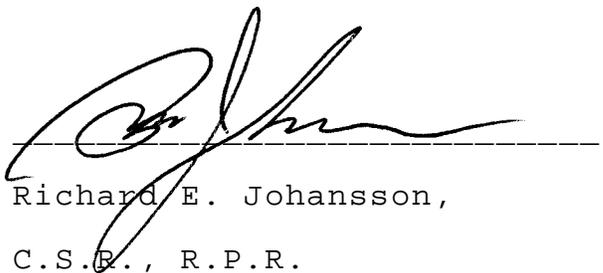
19

20

21

22

23

  
Richard E. Johansson,  
C.S.E., R.P.R.

24

25